

le même honorable député fait erreur aujourd'hui c'est qu'il parle politique et non plus agriculture.

M. BRACKEN: Le ministre veut-il parler de la récolte de 1942?

L'hon. M. GARDINER: Oui; c'est à mon avis la plus belle récolte de notre histoire, et cette année-là, l'étendue de jachère d'été ensemencée en blé a été plus considérable que jamais. Voilà ce que les faits démontrent au cours d'une longue période, concernant l'agriculture dans les Prairies de l'Ouest.

Je le répète, je préfère conseiller aux cultivateurs de l'Ouest canadien d'accepter le programme du Gouvernement, plutôt que la méthode à tendance politique préconisée par le chef de l'opposition relativement aux emblavures dans les Prairies, à l'heure actuelle.

Le programme proposé par le Gouvernement doit être mûrement étudié à la suite des remarques formulées par le chef du parti de la Fédération du commonwealth coopératif (M. Coldwell). Lorsqu'il a pris la parole sur la motion et qu'il a proposé un sous-amendement qui, soit dit en passant, exprime non seulement un manque de confiance dans le Gouvernement mais une méfiance de l'amendement de l'opposition, puisqu'il le fait disparaître complètement, le chef du parti de la C.C.F. a dit que nous devrions procéder méthodiquement. Je lui ferai remarquer que le programme auquel j'ai fait allusion présuppose l'esprit de méthode. Nos projets datent d'avant la guerre. Le programme décrivant nos méthodes a été exposé en 1940. A mon sens, il était bien précis et les cultivateurs s'y sont conformés presque à la lettre, fondant l'étendue des emblavures, d'année en année, sur nos directives et les résultats obtenus ont précisément été ceux que, d'après nos prédictions, le programme devait donner.

J'admets qu'il y a lieu de procéder d'après un plan, mais je ferai remarquer au chef du parti de la C.C.F. que lorsqu'il est mis en œuvre en conformité du programme gouvernemental et qu'il donne les résultats que nous avons obtenus depuis six ans, le moins que les honorables députés de l'opposition puissent faire est d'admettre que les succès remportés sont attribuables à la direction que nous avons donnée.

Pendant la première période qui s'est écoulée de 1939 à 1943, nous avons suivi une certaine ligne de conduite recommandée par les Anglais qui comptaient obtenir des vivres de notre pays. On nous avait dit que les faits étaient ceux que le chef de l'opposition a exposés hier dans des termes différents, savoir qu'il faut de cinq à huit livres de grain pour produire une livre de viande, et qu'une

livre de grain peut soutenir une personne menacée d'inanition aussi longtemps que peut le faire une livre de viande. Par conséquent, la meilleure chose à faire pour secourir des populations menacées d'inanition par voie de blocus est de produire des céréales. On nous a représenté que, durant la période où nous ensemencions en céréales six millions d'acres de terre, nous aurions pu nous appliquer surtout à la production de viande. Environ dix millions d'acres qui produisent des céréales destinées à la consommation humaine ont donc été mises en jachère ou affectées à la culture de céréales secondaires et d'herbages qui étaient nécessaires pour la production de produits du bétail. Qu'en est-il résulté? De 29 millions d'acres qu'elle était, nous avons réduit notre superficie ensemencée en blé à moins de 17 millions d'acres environ, et nous avons accru notre production de bétail et de produits du bétail ainsi que de céréales dans la mesure indiquée par les chiffres que j'ai cités à la Chambre. Cette ligne de conduite a été suivie jusqu'à l'automne de 1943. Un changement est alors survenu. Nous avons annoncé la fixation pour le grain d'un prix beaucoup plus élevé que celui qui avait eu cours avant l'automne de 1943. Le prix minimum du blé a été porté de 90c à \$1.25. L'avoine a été subventionnée à raison de 10c par boisseau; et l'orge, à 15c, par boisseau, et cela nous a attiré des critiques de la part de presque tous les honorables députés d'en face. Ils ont déclaré que notre production de porc diminuerait inévitablement. Or, tout comme mon très honorable ami le ministre de la Justice (M. St-Laurent) qui a pris la parole il y a quelques instants, je puis dire qu'il est des circonstances où certains faits ne peuvent être révélés à la Chambre. Il arrive parfois qu'il soit impossible de communiquer les faits au peuple du Canada ou à celui d'un autre pays. Nous étions encore en guerre en 1943.

En 1943 et dans la suite, des ministres britanniques de passage au Canada nous ont déclaré que durant la première année et probablement aussi la deuxième année après la fin des hostilités, il serait plus difficile de fournir des vivres à la population britannique que durant l'époque la plus critique de la guerre. Ils fondaient cette prévision sur deux raisons, la première étant qu'il faudrait nourrir les peuples de l'Europe continentale et l'autre qu'il serait impossible de conserver dans les îles Britanniques toutes les denrées alimentaires requises par la population, à moins que la production des vivres indispensables pour prévenir la famine ne soit accrue beaucoup plus sensiblement qu'on avait pu l'accroître jusque là avec le plan alors en vigueur.